

Emmanuel Lincot*

PENSER LA STRATÉGIE CHINOISE

« La Chine est la mauvaise herbe dans le carré de choux de l'humanité. La mauvaise herbe est la Némésis des efforts humains. De toutes les existences imaginaires que nous prêtons aux plantes, aux bêtes et aux étoiles, c'est peut-être la mauvaise herbe qui mène la vie la plus sage. Il est vrai que l'herbe ne produit ni fleurs, ni porte-avions, ni Sermons sur la montagne (...) Mais en fin de compte c'est toujours l'herbe qui a le dernier mot. En fin de compte, tout retourne à l'état de Chine. C'est ce que les historiens appellent communément les ténèbres du Moyen Age. Pas d'autre issue que l'herbe (...). L'herbe n'existe qu'entre les grands espaces non cultivés. Elle comble les vides. Elle pousse entre, et parmi les autres choses. La fleur est belle, le chou est utile, le pavot rend fou. Mais l'herbe est débordement, c'est une leçon de morale »

Henry Miller, *Hamlet*,

cité par Gilles Deleuze, Felix Guattari, *Mille plateaux*, Paris, Minit, 1980, p. 28.

Prolégomènes

En France, une intelligentsia fascinée par des problèmes de sécurité immédiate – tout aussi inquiète de la menace nucléaire iranienne que des hésitations américaines à défendre résolument l'Europe – n'a pas encore pris suffisamment conscience des réflexions stratégiques qui ont cours en Chine. Sait-on encore distinguer l'essentiel du secondaire, le structurel du conjoncturel ? Pour les dirigeants chinois et leurs homologues occidentaux, la diplomatie du verbe n'a jamais été aussi forte. Prolixes sur les desseins, silencieux sur les moyens, tous ont compris que l'art de gouverner ne se faisait plus à coups de postulats simplistes. Acquis au multilatéralisme, les dirigeants de Pékin s'ingénient à gérer au mieux « l'ascension pacifique »

* Emmanuel Lincot est Directeur de la Chaire des Etudes Chinoises Contemporaines et Doyen par intérim de la Faculté des Sciences Sociales et Economiques (Institut Catholique de Paris).

(*heping jueqi*) de leur pays. C'est à présent la Chine qui se donne les moyens rhétoriques d'exprimer les ruptures, les orientations, les repères, car la crise financière a sonné le glas de l'hégémonie américaine et le temps est venu de rebattre les cartes. Tout cela implique une modernisation du multilatéralisme, une modération de la diplomatie de club et le grand retour - fût-il mythique - d'un esprit post tiers-mondiste où la Chine entend accorder une voix aux plus faibles, aux plus pauvres : l'Afrique cela va sans dire, mais d'abord et avant tout ce quart monde inhérent à la Chine même avec son cortège de miséreux dont le nombre ne cessera de croître.

« L'espace, le nombre, les ressources définissent les causes ou les moyens matériels d'une politique » écrivait Raymond Aron¹. La Chine n'échappe pas à cette règle. Si une partie de sa tradition politique a privilégié la réflexion stratégique plusieurs siècles précédant l'avènement des premières dynasties impériales², celle-ci n'en demeure pas moins innovante. En effet, la stratégie en Chine se définit moins comme une axiomatique qu'une praxéologie sociale. Elle le doit aux moyens mis en œuvre par l'Etat. Parce que chaque fonction régaliennne conserve fondamentalement une empreinte anti-individualiste, l'Etat chinois se dote de capacités infinies dans son refus de penser contradictoirement l'incitation morale et la coercition normative. En d'autres mots, l'éthique n'est pas étrangère au discours stratégique chinois : elle s'oppose à la ruse dans sa finalité et prône l'intelligence comme rigueur morale.

L'Etat stratège

Les spéculations chinoises sur les matières premières à l'échelle du monde, la redistribution des crédits alloués dans le cadre de son plan de relance par le gouvernement central de Pékin auprès des provinces (que des oligarques détournent en vue de profitables placements boursiers et / ou immobiliers) ne présagent rien de bon pour l'avenir. Ces attitudes prédatrices sont jugulées par des campagnes de « rectification » (*zheng*), par lesquelles le pouvoir châtie quand une longue accoutumance des coupables à la déviance les a rendus imperméables à l'influence morale. Paradigme confucéen : l'effet d'une politique est d'autant plus grand qu'il n'est pas visé, mais découle indirectement du processus engagé, et qu'il est discret³. C'est le principe même de l'efficacité. Cette dernière requiert une combinatoire, jamais stéréotypée, de moyens établissant des plans non linéaires avec des résultats relais, offrant des voies de passage redondantes dans la marche à l'objectif. Observons tel pays d'Afrique où une route, un stade constituent des réalisations spectaculaires aménagées par des ingénieurs et des ouvriers chinois : elles nous montrent en définitive ce qu'elles nous cachent.

« Transparence ou opacité » (*touming bu touming*) : une vaste stratégie

permet de percer les desseins d'autrui en même temps qu'elle se dérobe aux autres par la profondeur de ses projets⁴. Mais pour durer, un bon gouvernement se doit aussi d'ajuster le discours stratégique, volontiers cynique, à l'exigence morale. C'est l'une des fonctions de la politique que d'opérer sous cette double contrainte. Usage dialectique, pratique autant que discursif, opérant par une mise en corrélation de ces intensités respectives... Le spectre de ses modalités est large. Dissuasif, persuasif, incitatif ou stimulant : chacun de ces possibles nous renvoie à une circulation d'états. Se comprend mieux en retour l'empathie profonde en Chine pour les thèses du premier Marx mais aussi celles mettant à l'honneur le pragmatisme d'un William James ou de l'instrumentaliste Dilthey⁵ : dans la guerre - sous toutes ses formes - c'est la ruse qu'il faut instrumentaliser. Utiliser les faiblesses de l'adversaire, diviser ses alliés, constituent l'arsenal des tactiques qui s'ajoutent à la grandeur d'âme qui, comme le relève Sun Zi dans *L'Art de la guerre*, dès le VI^e siècle av. JC., est recommandée aux princes car pensée comme capacité d'accueil et de conversion de l'ennemi afin de sécuriser la victoire et de ne pas maximiser la violence.

Les limites du profit

Si l'on retient de *L'Art de la guerre* et de ses commentaires successifs le fait d'avoir institué le profit comme règle, ce dernier postulat laisse le champ libre aux dissociations de forces et aux intérêts particuliers. A moins qu'ils ne soient contrôlés par une autorité morale : l'Etat. Polycentré, l'Etat chinois et son système ont subi ces vingt dernières années des réformes de structures les plus profondes de leur histoire. Ces réformes continuent de contribuer « à la diffusion de certaines procédures propres à un Etat moderne par la volonté progressivement institutionnalisée de constituer des normes visant à disqualifier les pratiques clientélistes »⁶. Qu'est-ce à dire ? Croire que les dirigeants chinois ne font que l'apologie d'une moralisation de la nécessité et que la politique de Pékin n'équivaut qu'à une partie de gô relève de la pure fantaisie. L'intelligence retorse, laissée à elle-même, définit un art de la manipulation, mais reste coupée de son régulateur (la confiance) et ne produit que des illusions temporaires, des victoires incertaines. Les actes hostiles menés depuis la guerre froide par les grands oligarques chinois de la finance internationale sont transitoires en ce qu'ils assurent la continuité avec un ordre.

Rapport de force (avec les Etats-Unis notamment sur l'improbable réévaluation du yuan...) et réponse gouvernementale vont de pair. Chacune de ces options forme les solutions *ad hoc*, techniques et opérationnelles du pouvoir. Les deux s'épousent en conformité avec le cours des choses, en une pure immanence. Elles valorisent le pouvoir et non ses représentants

dont l'aura ne se mesure qu'au renoncement de leur volonté. Il faudra un jour comparer les figures dirigeantes de l'Etat-parti communiste chinois à celles des plus hautes autorités de l'Eglise catholique romaine : pour singulière, l'approche n'en révélerait pas moins de très grandes similitudes entre ces deux entités. Elle nous renverrait même à un fait essentiel que peu de sinologues - à l'exception notable de John Lagerwey⁷ - ont saisi : l'Etat chinois est une Eglise. Il vaut donc mieux connaître l'histoire des mouvements religieux chinois sur la longue durée pour comprendre la réalité sociale et politique la plus contemporaine de ce pays... Ceci est encore un autre sujet. Le vrai pouvoir ne se possède pas. Sa nature profonde est stratégique. Par une dissociation de quelques types de tensions simples, de quelques modes de réflexion décelables à travers des paliers et des processus sociaux apparemment dissemblables, il les ordonne en réseaux de relations constituant un système d'orientation, un éventuel discernement de l'incertain. En d'autres mots, le pouvoir n'est pas un but poursuivi mais un effet des divers conditionnements mis en place pour réguler le procès des choses.

Comprendre les hommes

A présent que la Chine, de par la tradition qui est la sienne, nous montre qu'elle peut aussi prendre position contre l'un des lieux communs du discours stratégique (la simplificatrice et obsessionnelle recherche schmittienne d'un ennemi d'où naîtrait la justification prédatrice que de vouloir le réduire), il demeure un fait : toute réflexion stratégique se reconnaît à la capacité de prévoir le cours des choses et d'étudier les qualités humaines d'autrui. Relisons *Les Trente-six stratagèmes*, manuel séculaire utilisé par la *Hongmen*, contre-pouvoir sous la dernière dynastie impériale mandchoue des Qing (1644 - 1911) : « Au sujet de l'ennemi, nul doute ne subsiste, mais quant à l'allié... Il est moins sûr. Que l'on manœuvre celui-ci pour qu'il nous débarrasse de celui-là et que soi-même l'on ne s'en mêle pas »⁸. C'est l'Histoire, en tant que discipline de réflexion sur la puissance, qui débouche sur des techniques de détection des talents, dévoile les techniques d'insinuation de l'adversaire selon une logique bipolaire sur laquelle repose toute vision des choses. Un contrôle éthique (de l'ordre du rite) doit s'exercer pour faire accéder les hommes à une forme de régulation. Mais que faire du négatif ?⁹ Dans nos cultures d'héritage chrétien, le négatif est banni car il est associé au Mal et est synonyme de destruction. Mais il existe, aux antipodes de ce préjugé dominant, un négatif activant, dynamique qui oppose une résistance à l'uniformisation et à la conformité, qui révèle des ressources inexplorées, et même inenvisagées. Il aboutit à la neutralisation des oppositions par la vertu (l'influence). Comme opposé, il coopère.

Tous les manuels de polémologie chinois indiquent que l'intelligence (du pouvoir) se réalise dans la reconnaissance et la mise en convergence des compétences : espionnage, bureaucratie, déploiement de force... Au pouvoir et à celui qui l'exerce de stimuler par des récompenses les capacités individuelles. Ce sont là, somme toute, des prérogatives normatives qui ne distinguent en rien - toute considération bien gardée - le pouvoir d'une organisation mafieuse de celui d'un gouvernement aux ambitions vertueuses. La différence entre ces deux formes de pouvoir tient davantage dans la capacité du second à représenter l'unité politique d'un peuple. A ce titre, attachons-nous à expliciter le concept bien vague de « société harmonieuse » (*hexie shehui*) prôné depuis 2005 par l'Etat-parti. Il s'agit manifestement de conserver le rôle dirigeant du parti tout en assurant précisément « une transparence et une participation plus grandes en son intérieur ainsi qu'une communication plus effective entre la population et le groupe dirigeant »¹⁰. En d'autres mots, il s'agit pour le gouvernement actuel d'établir la confiance c'est-à-dire de déléguer des compétences auprès du peuple et les plus talentueux de ses représentants. En accentuant ainsi la reconnaissance des talents, se dissout la question du pouvoir. Si la structure de l'Etat-parti n'est pas remise en cause, le pouvoir des dirigeants se trouve réduit à une pure autorité morale, garante presque nominalement du fonctionnement d'un tout administratif. Le parti y forme une institution suprêmement politique mais il demeure dans un univers parallèle à celui de l'Etat, et n'entame en rien la souveraineté de ce dernier. C'est ce qui permet de préserver le parti comme modèle idéal de l'Etat, tout en ne restreignant pas le monopole du politique par l'Etat. Peut-être avons-nous là l'exemple unique d'une dyarchie qui sous couvert de démocratie populaire fait le jeu d'une oligarchie majoritairement éclairée, stratégique, efficace, et qui demeure, somme toute, au service du plus grand nombre.

Notes :

- ¹ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 186.
- ² Robert P. Hymes et Conrad Schirokauer (éd.), *Ordering the World*, Berkeley, University of California Press, 1993 ; Stéphane Feuillas, *Les lettres sur la puissance. Guerre et pouvoir dans la pensée de Su Xun (1009-1066)* dans : « Du pouvoir », Paris, Cahiers du centre Marcel Granet, Paris, PUF, 2003, pp. 115-150. Pour une adaptation plus contemporaine de ces considérations émanant d'officiers chinois, lire : Qiao Liang, Wang Xiangsui, *La Guerre hors limite*, Rivages, 2003.
- ³ François Jullien, *Traité de l'efficacité*, Paris, Grasset, 1996.
- ⁴ Pour comprendre l'héritage de la pensée légiste : Jean Levi, *Les Fonctionnaires divins. Politique, despotisme et mystique en Chine ancienne*, Paris, Seuil, 1989.
- ⁵ Anne Cheng (dir^o), *La pensée en Chine aujourd'hui*, Paris, Folio, 2007.
- ⁶ Stéphanie Balme, « Juridicisation du politique et politisation du juridique dans la Chine des réformes (1978-2004) » dans : Mireille Delmas-Marty et Pierre-Etienne Will, *La Chine et la démocratie*, Paris, Fayard, 2007, p. 578.
- ⁷ John Lagerwey (dir^o), *Religion et politique en Asie*, Paris, Les Indes savantes, 2006.
- ⁸ « Tuer avec une épée d'emprunt » (Stratagème III) dans : *Les Trente-six stratagèmes* – Traduit du chinois et commenté par François Kircher, Paris, Rivages, 1995, p. 38.
- ⁹ François Jullien, *L'Ombre au tableau. Du mal ou du négatif*, Paris, Seuil, 2004.
- ¹⁰ Benoît Vermander, *Chine brune ou Chine verte ? Les dilemmes de l'Etat-parti*, Paris, Sciences Po, 2007, p. 81.